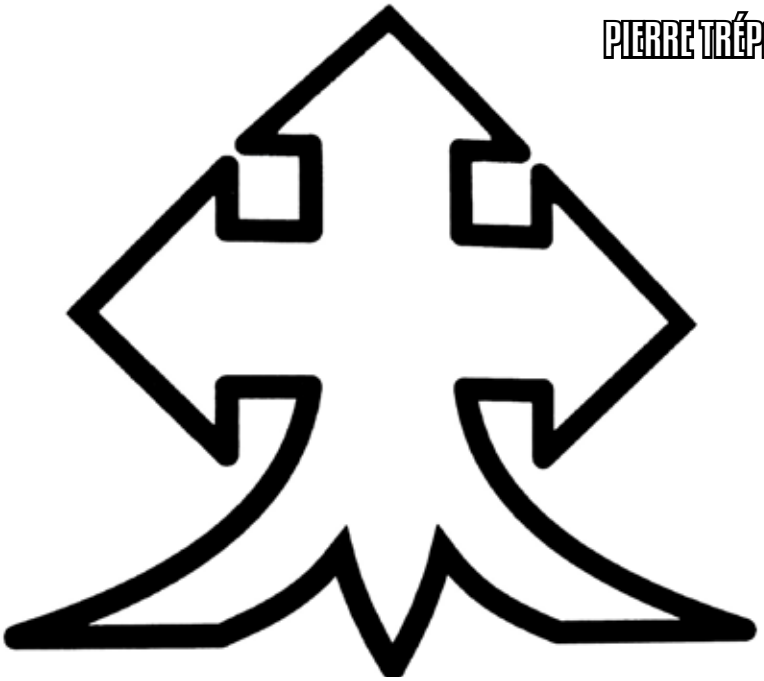
SOUVENIRS 9 – LE CERCLE JEUNE NATION : LES COMMENCEMENTS

PIERRE TRÉPANIER



Heureux celui qui songe assez à sa responsabilité pour se rendre bien compte de sa petite action personnelle dans les choses humaines ! Mais celui-là encore, que sait-il ? Son action n'est qu'un fil, et le fil d'un fil dans une trame dont il n'a pas vu le commencement et ne verra pas la fin. Suffisamment instruit pour être responsable, il ne sait pas néanmoins ce qu'il fait, en ce sens qu'il ignore où va ce qu'il fait. — Louis Veuillot, *Rome pendant le Concile*, Lettre *cxxiv*, 9 juin 1870.

Une bien petite chose, le Cercle Jeune Nation ! Ses animateurs se comptaient sur les doigts d'une main et ses sympathisants actifs sur les doigts de deux mains, et encore certains jours il en restait. Ses fondateurs se sont dépensés sans compter, surtout dans l'enthousiasme des débuts. Mais il n'a jamais pris son envol. Son influence sur la société a été nulle ; sur les milieux de la droite d'idées, en particulier dans la jeunesse intellectuelle, elle a pu s'exercer davantage, mais de façon éphémère.

Je n'en ai été ni l'inspirateur, ni le fondateur, ni le maître à penser, ni l'un des dirigeants. Mon premier contact avec lui remonte à septembre 1988 ; je m'en suis retiré en juin 1993. Il me semblait répondre à une attente, et j'y ai trouvé une certaine confraternité d'esprit et une belle camaraderie, en dépit de la différence d'âge, qui, bien que faible, environ un lustre, m'était perceptible. Davantage que ses animateurs, j'avais été influencé par la société d'avant la Révolution tranquille, cette dernière coïncidant avec mon adolescence. Je ne fais pas mystère de ma reconnaissance envers ses artisans, que je salue en toute cordialité. Enfin, je précise que je n'ai écrit qu'un article dans Jeune Nation, me contentant d'en être un lecteur attentif et un sympathisant fidèle : « Les droites québécoises et l'indépendance », vol. 5, no 6, p. 3-4.

Comment parler d'un mouvement qui, dès le berceau, était marqué du sceau de l'infamie pour cause de mal-pensance ? Car, dans le Québec des années 1980, tout conservatisme un peu affirmé faisait sourciller, au point que la droite d'idées n'avait guère voix au chapitre si elle s'exprimait à visage découvert : mieux valait dissimuler, atténuer, biaiser. Or le Cercle Jeune Nation prônait une certaine radicalité. Vous vous imaginez : le retour de l'extrême droite ! Il lui est arrivé ce qui attend toute idéologie ultraminoritaire et dépourvu d'appuis financiers : il a été diabolisé. Nombre de jeunes hommes et d'hommes faits — participants aux rencontres, abonnés, lecteurs, auteurs d'articles — ont gravité autour de lui, à un moment ou à un autre. Les nommer ou éventer leur pseudonyme, surtout s'ils sont encore vivants, serait une faute. Je m'en garderai, même quand je les cite. La précision historique, y perdra, j'en ai conscience, mais le moyen de faire autrement ? En revanche, pourquoi cacher les noms qui étaient alors du domaine public comme ils le sont restés de nos jours ? Interrogez l'Internet ou l'encyclopédie en ligne Wikipédia, consultez les rares articles imprimés, et vous tomberez sur François Dumas, Rock Tousignant, Gilbert Gendron, Jean-Claude Dupuis ou Achille Larouche ; feuilletez les journaux de l'époque et vous lirez des lettres des lecteurs ou de courts articles signés par l'un ou l'autre. Que ceux qui s'attendraient malgré tout à figurer dans le présent article ou les suivants comprennent que je n'ai pas voulu mettre leur contribution sous le boisseau, ni me hausser en les reléguant dans l'ombre, mais simplement appliquer une règle générale visant à protéger leur quiétude ou leur réputation.

Une certaine jeunesse intellectuelle cherchait un terrain où se poser et se reconnaître. Quelques-uns sont passés par le Parti de l'Unité nationale, survivance du mouvement lancé par Adrien Arcand. Ils ont été déçus, n'y ayant pas trouvé le stimulant intellectuel qu'ils souhaitaient. D'autres ont été attirés par le socialisme patriotique et indépendantiste de Raoul Roy. Mais ils ont déchanté là aussi car ce mouvement, bien que nationaliste, se voulait trop à gauche pour eux. Les fondateurs ont voulu répondre au besoin de cette jeunesse et en même temps sortir eux-mêmes de leur isolement. Ils avaient collaboré à

Aquilon, l'organe de l'Association culturelle Septentrion (1982-1984), animée par Mario Gagné, réunissant des sympathisants de la Nouvelle Droite française et des nationalistes conservateurs. Ils ont voulu combler ce vide. Telle a été l'origine du Cercle Jeune Nation.

Mon lieu idéologique était le traditionalisme politique canadien-français, sans monarchisme, en quête d'une république indépendante du Québec dans la lignée de Jules-Paul Tardivel et de Lionel Groulx, en quoi j'occupais une position plus avancée que celle de Robert Rumilly, une autre influence de cette époque. Pour Groulx, le mot *tradition* « évoque la pensée intérieure, le plan architectural selon lequel un peuple bâtit son histoire, alors que, fidèle aux impulsions spécifiques de son âme, il vit, crée, évolue, mais sans jamais briser les lignes de fond, restant consubstantiel à son passé, à ses ancêtres, au génie de sa race ». Dans les termes de son disciple, Esdras Minville, « la vie nationale est autre chose qu'une suite désordonnée de réactions, de mouvements défensifs. Elle est un ordre et donc un produit de l'intelligence et de la volonté. Au sentiment national il faut la discipline, le parachèvement de la raison ». J'ai beaucoup lu aussi les écrivains de l'école d'Action française, Jacques Bainville, Léon Daudet et Charles Maurras, le maître à penser du néoroyalisme. Ce dernier professait que « la vraie *tradition* est critique, et faute de ces distinctions, le passé ne sert plus de rien, ses réussites cessant d'être des exemples, ses revers d'être des leçons ». Le conservatisme traditionaliste auquel j'adhérais était par essence antimoderniste et antilibéral, au sens philosophique. Autrement dit, les penseurs traditionalistes sont condamnés à ramer à contre-courant, ce que reconnaissait Minville en 1958 : « Rien dans notre tradition religieuse, rien dans notre tradition culturelle et dans notre tradition sociale n'admet le libéralisme ; et pourtant, depuis des générations, les diplômés de nos collèges et universités : hommes de profession, hommes d'affaires et chefs politiques, se sont comportés comme des libéraux (même, en politique, sous l'étiquette conservatrice), et ont en pratique défendu le libéralisme. » Le grand écrivain britannique Clive Staples Lewis exprime de façon frappante la sensibilité qui est la mienne dans l'un de ses livres les plus célèbres, *The Abolition of Man* (1943), qui est une méditation sur le progrès et la décadence : « Chaque génération exerce un pouvoir sur ses successeurs ; et chacune, dans la mesure où elle modifie l'environnement dont elle a hérité et se dresse contre la tradition, résiste au pouvoir de ses prédécesseurs et le limite. » Privé de la boussole de la Loi naturelle qui fait le fond de toutes les civilisations, le progrès devient fou et la décadence sévit.

Je cherchais donc des alliés, pour briser moi aussi mon isolement. Je supportais mal la pensée paresseuse — davantage réflexe conditionné que pensée —, qui croit détenir la clé de tout dès lors qu'elle incrimine le judéo-maçonnisme et qu'elle croit trouver l'aval du Ciel dans les apparitions mariales comme celles de La Salette. Les messages de Marie relèvent du religieux, du sotériologique et non pas du politico-théologique. Il y avait bien les *Skinheads* et autres groupes apparentés, dont la presse et la télévision faisaient leurs choux gras, surtout à partir du milieu des années 1980. Subissant l'influence de l'extrême droite américaine, leur discours, par trop sommaire, n'était pas absolument dénué d'idées justes, mais faire le coup de poing ne me paraissait pas le meilleur moyen de promouvoir la tradition vivante.

C'était avant l'Internet. La dissidence intellectuelle n'était pas facile à débusquer. Le meilleur moyen de se faire connaître était de tenir des causeries ouvertes au public. Un jour, en septembre 1988, je reçois à mon domicile une invitation aux conférences, organisées par le Cercle Jeune Nation, du Français Arnaud de Lassus, de la Cité catholique fondée par Jean Ousset et principal animateur de l'Action familiale et scolaire. Ce dernier avait eu mon adresse grâce au fichier d'abonnés de *La Presse chrétienne* d'Edmond Robillard, dominicain, et de Lionel Eymard. J'ai assisté à la conférence de De Lassus, le 24 octobre, et, à la table de presse, j'ai pu feuilleter un numéro de *Jeune Nation*. J'avais enfin trouvé ce que je cherchais. Le 2 novembre, je faisais savoir au Cercle Jeune Nation mon désir de faire plus ample connaissance. Le 14 novembre je commandais à Rock Tousignant la collection complète de *Jeune Nation* et je m'engageais à communiquer sa publicité à Jean-Claude Dupuis, l'un de mes étudiants, et à ses deux amis. La première activité propre du Cercle à laquelle j'ai assisté est, je crois, la réunion des abonnés et amis du 16 juin 1989 au Centre de la jeunesse ukrainienne, rue Beaubien Est. Dumas, Tousignant et Gendron siégeaient à la table des animateurs, et dans l'auditoire, si ma mémoire ne me joue pas de tour, étaient assis un jeune homme et votre serviteur. Cette anecdote me rappelle la blague de Jean-Marie Le Pen, selon qui, dans les débuts, les dirigeants du Front national auraient pu se réunir dans une cabine téléphonique.

Mais qu'est-ce qui m'a tant plu dans *Jeune Nation ?* Ce qui, quelques années plus tard, sera justement relevé par Marc Laurendeau, ex-membre du groupe comique les *Cyniques* devenu commentateur politique à la radio de Radio-Canada, lui avec un accent discret de déploration dans la voix, moi avec un joyeux contentement : le calibre intellectuel, le sérieux et la logique de l'argumentation, la culture politique québécoise, européenne et, dans une moindre mesure au début, étatsunienne, d'immenses lectures, bref la vigueur conceptuelle, le courage moral. On pourra s'en faire une idée en parcourant des numéros de *Jeune Nation*, si on réussit à mettre la main sur quelques-uns (pourquoi ne pas prévoir une réédition ou au moins une anthologie des meilleurs articles ? pourquoi ne pas faire don d'une collection à la Bibliothèque nationale du Québec ?) ; ou encore en lisant l'historique du mouvement par son président, François Dumas (*Cahiers de Jeune Nation*, vol. 2 et 3, juillet et novembre 1992) et les témoignages de Jean-Claude Dupuis et du secrétaire-trésorier du cercle, Rock Tousignant, dans *Le Harfang*, vol. 4, no 6, août-septembre 2016. Ivan Carrel a publié « Un mouvement de droite nationale contemporain : Jeune Nation » dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 1, automne 2002. Dupuis a aussi fait paraître *Au temps de Jeune Nation. Les écrits polémiques d'un révolutionnaire tranquille,* Fondation littéraire Fleur de Lys, 2017 (consultable en ligne).

Le programme du bulletin *Jeune Nation* s'est toujours maintenu dans la stricte légalité et n'a jamais préconisé le recours à la violence. Il a toujours refusé la ghettoïsation qu'induit le mimétisme inspiré des groupements de l'entre-deux-guerres. En même temps, il se mettait au service des idéaux de la « vraie droite », récusant le libéralisme économique comme pierre d'assise de son idéologie. Il voulait garantir tout le patrimoine vivant — intellectuel et moral — du Canada français contre les assauts modernistes. Ses préoccupations économiques et sociales s'ordonnaient autour de la solidarité ethnique et de la reconquête de l'économie nationale. Son mot d'ordre « pas d'ennemis à droite » signifiait que, dans le respect des nuances au sein de notre famille de pensée, il fallait faire bloc contre les attaques des adversaires centristes et gauchistes. « Former, informer et regrouper » : ainsi pouvait être résumée la tâche qu'il se donnait à cet égard. Nous verrons que, plus tard, le Cercle Jeune Nation manquera de vigilance et que le « pas d'ennemis à droite » lui causera des ennuis.

Il faut lire le manifeste du Cercle, intitulé « Perspectives » et publié dans le premier numéro du bulletin. Le combat s'engageait sous le signe de la défense

et illustration de la civilisation occidentale contre la droite libérale, la social-démocratie et le communisme. Il affichait son appui critique au gouvernement conservateur de Brian Mulroney. Il refusait le « chantage à la culpabilité » du Tiers-Monde, ce qu'on appellera plus tard la *repentance*.

Sur le plan constitutionnel, il n'y avait pas d'unité entre les animateurs et il fallait concilier, par exemple, l'indépendantisme de Dumas et le fédéralisme de Gendron. Cela n'allait pas toujours sans tiraillements au sein de l'équipe dirigeante, qui sentait là une faiblesse et un danger pour sa cohésion, mais l'hypothèque sera levée plus tard au profit de la souveraineté du Québec. Le Cercle proposait donc pour le moment un « fédéralisme opportuniste » subordonné aux impératifs du nationalisme canadien-français d'inspiration groulxiste : « affirmation, partout et toujours, de la langue et de la culture françaises, de la religion catholique et de toutes les initiatives qui témoignent de notre originalité, de notre différence et de notre vitalité comme peuple ».

Le Cercle entendait lutter, en économie, contre les tentations *reaganiennes* du Parti libéral du Québec et contre les excès sociaux-démocrates du Parti québécois, ce qui impliquait un bilan de la Révolution tranquille, de ses acquis et de ses errements. L'État avait un rôle éminent à jouer dans la promotion du français, de la culture et de la maîtrise de l'économie par les Canadiens français du Québec. Mais l'État pouvait aussi menacer l'idéal national : « Sur le plan intérieur, on ne crée pas un pays fort — Canada ou Québec — en fondant sa croissance démographique sur l'immigration tout azimut, d'une part, et sur l'avortement, d'autre part : il faut avoir l'audace de ne pas être populaire-à-tout-prix et réclamer l'interdiction de l'avortement et l'adoption d'une politique d'immigration "occidentale". » Il convenait en outre de se livrer à un examen critique du passé québécois et de se garder du *misérabilisme* « qui sévit dans le milieu nationaliste et qui veut que tous les malheurs du Québec viennent des "Anglas", d'Ottawa, des États-Unis ou des "riches" ».

On peut dire que la réflexion du Cercle prenait aussi la tournure d'une pensée de la décadence, d'une mise en accusation de l'individualisme hédoniste : « une société qui, comme la nôtre, semble se refuser à certains sacrifices et à certains efforts afin d'assurer son droit à l'avenir peut-elle espérer survivre et progresser ? » Sur la question religieuse, Jeune Nation ne craint pas d'aller à contre-courant, mais on aurait aimé que sa position fût assortie d'une mise en garde contre toute possible confusion entre politique et religion, ce qui lui jouera des tours au bout de quelques années. « L'Amérique française a été fondée sous les auspices de la religion catholique. Au moment où, partout en Occident, on observe un renouveau d'intérêt pour les questions religieuses, le Québec semble toujours enferré dans une "laïcisation tranquille". Nous voulons, de notre côté, mettre en lumière le rôle historique, important et positif, de l'Église au Québec, sans nous limiter toutefois à la seule dimension sociologique et temporelle de l'Église. » Évidemment, l'invasion migratoire a de nos jours bouleversé les conditions du problème de la laïcité, le transformant en un véritable dilemme.

Le symbole de Jeune Nation, la croix fléchée et enracinée, œuvre de Rock Tousignant, offre une synthèse visuelle de son programme.

Quelles raisons peuvent expliquer que le Cercle Jeune Nation soit resté groupusculaire et que son bulletin ait toujours eu un tirage confidentiel ? La question vaut la peine d'être posée car le Cercle avait vocation à animer intellectuellement la droite nationale, sociale et populaire au Québec, à assurer une présence permanente et grandissante. À cet égard, ce fut un échec : son destin et celui de la vraie droite ont été impuissants à s'affranchir de la dispersion et de l'éphémère. Pourtant dès son lancement, le bulletin *Jeune Nation* le proclamait : il visait la durée.

Le Cercle était emmené par une troïka qui allait parfois tirer à hue et à dia, pour des raisons idéologiques et de personnalité. Pourtant chaque membre de cette direction avait des centres d'intérêt dominants complémentaires et utiles au groupe. Dumas, par exemple, s'intéressait à la Russie et à l'orthodoxie ; Tousignant, aux droites de la France et de l'Allemagne, avec plus tard un intérêt croissant pour celles des États-Unis ; Gendron, aux droites du Canada anglais et du monde anglo-saxon ainsi que, ce qui était rare dans nos milieux, une information de pointe sur le continent africain, particulièrement l'Afrique du Sud, et une attention aux menaces qui dès lors pesaient sur la civilisation blanche. Tousignant et Dumas, camarades d'université, avaient une connivence à laquelle n'aura jamais accès Gendron, du moins de façon plénière. La personnalité réservée, un peu froide même, de ce dernier n'arrangeait pas les choses. De sorte qu'au bout de quelques années, de façon d'abord imperceptible, Gendron s'est éloigné et a fini par faire bande à part, en partie pour des raisons familiales et financières. Je consacrerai l'un des prochains chapitres de mes Souvenirs à Gendron.

Le Cercle Jeune Nation n'a pas été soutenu financièrement par des aînés fortunés. Aussi n'a-t-il jamais pu compter sur un permanent salarié. Le maillon faible de l'équipe pouvait à l'occasion être le maquettiste, par exemple. Débordé par d'autres obligations, il pouvait différer son travail, ce qui bloquait toute la chaîne de production, faisait s'accumuler les retards, entraînait des suspensions de parution, qui finalement auront raison du bulletin *Jeune Nation*. Gendron, en particulier, tolérait de plus en plus mal ces tergiversations, ce qui a contribué à son éloignement. Je veux bien croire que les millionnaires étaient rares parmi les aînés, mais on aurait pu obvier à cette faiblesse en mettant sur pied un système collectif de contributions volontaires. Je proposerai quelque chose de semblable pour les mouvements du chanoine Achille Larouche, dont je parlerai dans une autre tranche de Souvenirs. Il s'agissait d'obtenir du plus grand nombre possible de personnes touchant un revenu suffisant de s'engager à verser mensuellement 25 ou 50 dollars chacune pour payer le salaire d'un permanent d'abord à temps partiel, puis à temps plein. Ce sera peine perdue, les objections venant même de ceux qui auraient dû être les plus enthousiastes. La précarité, cause indirecte de ses retards de publication, sera fatale à Jeune Nation, qui finira au cimetière des expériences droitistes fugitives. Le Cercle n'a pu atteindre la masse critique d'abonnés et de revenus qui aurait pu assurer sa longévité, le plus bel exemple d'une telle réussite étant le journal *Rivarol*, qui paraît sans discontinuer depuis 1951, en rémunérant modestement mais ponctuellement ses rédacteurs.

Une des dimensions du « pas d'ennemis à droite » est l'arrimage du politique et du religieux. La conjonction de cette difficulté, de la mauvaise situation financière et des délais de parution, comme on l'a vu, aura pour triste résultat de terrasser Jeune Nation. Le Cercle était un groupe de réflexion et de formation métapolitiques. Il devait le rester s'il voulait se développer. Il ne devait pas se transformer en mouvement de militants catholiques. Le nationaliste catholique Léon Degrelle avait très bien établi la nécessaire distinction entre les deux dans le cadre de la Belgique. À l'Action catholique de la jeunesse belge (ACJB), la formation religieuse et spirituelle ; au mouvement *Rex*, la pensée et l'action politiques. Dans un éditorial de Rex du 10 mai 1935, il insiste sur la distinction de mission qui doit prévaloir : « Enfin pour des raisons que l'on a surabondamment développées et qui sont principalement des raisons d'opportunité, nous

estimons préférable que nos amis ne cumulent pas la direction d'une section d'ACJB par exemple et d'une section de propagande de Rex. Tel cumul tendrait, s'il se généralisait quelque peu, à faire renaître une équivoque à la dissipation de laquelle il était temps et si utilement de travailler. » Bref, le Cercle Jeune Nation avait à œuvrer au salut temporel de la nation ; l'Église et les mouvements religieux comme la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X avaient à œuvrer au salut éternel des individus. Toute confusion nuirait au Cercle. Nous verrons qu'il n'a pas su éviter cet écueil, faute de l'avoir repéré à temps.

La Lettre de Jeune Nation, qui à partir de la deuxième année s'appellera simplement *Jeune Nation*, était un « bimestriel nationaliste d'information et de formation politiques ». Comptant d'abord huit pages, elle passera à douze de janvier-février 1987 à novembre-décembre 1987. Feuilletons le volume premier de janvier à décembre 1986 et les deux premiers numéros du volume deux, où on peut lire un effort de définition du nationalisme et de la nation. Seuls les textes signés Jeune Nation engagent le Cercle Jeune Nation, les autres, même ceux des rédacteurs-fondateurs, sont publiés sous leur seule responsabilité. Malheureusement, dès le numéro sept, apparaît l'épineux problème des retards de publication, dus à la modestie des moyens et au goulot d'étranglement qui, comme on l'a vu, paralysait à l'occasion l'édition du bulletin. Notons au passage que la moitié des textes de cette période ont pour auteur Rock Tousignant et que presque tous les éditoriaux sont dus au rédacteur en chef, François Dumas.

Le manifeste du Cercle était un compromis, un commun dénominateur. Dans la livraison de janvier-février 1987, nous trouvons la pensée propre de chacun des membres de la troïka. Ce sont des textes fondamentaux pour la compréhension de l'histoire du Cercle et de ses suites.

François Dumas constate la perversion des concepts de nationalisme et de nation. Le nationalisme est devenu « le frère idéologique » du libéralisme et du marxisme ; la nation, une construction contractuelle. Chez nous, l'histoire du Parti québécois reproduit cette tendance. Dumas propose de redresser cette déviance en s'inspirant d'une œuvre de Claude Polin, *Les illusions de l'Occident* (1980). Ce philosophe définit ainsi la nation : « Une nation, ce fut d'abord la cohabitation naturelle d'hommes le plus souvent nés les uns des autres, parce que vivant les uns à côté des autres ; une nation, ce fut d'abord un ensemble de parents chez qui la parenté géographique et la parenté biologique se suivaient sans cesse en se renforçant réciproquement. » La modernité introduit une contradiction larvée dans la conception organique de la nation en insistant de plus en plus sur la nation-contrat. Ainsi elle adoube un bon patriotisme, accueillant les immigrants de partout, quelle que soit leur civilisation d'origine : c'est le « nationalisme » ouvert ; elle condamne le vrai nationalisme, sélectif et prudent en matière d'immigration : c'est le nationalisme fermé. Dans un autre article du même numéro, Dumas déplore que, même pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la langue française est en passe de devenir la valeur unique de référence identitaire : francophonie plutôt que francité d'Amérique. On devine qu'il n'en faudrait pas beaucoup pour que Dumas coule son nationalisme dans le cadre d'un indépendantisme expurgé du contractualisme moderniste.

Le contexte de l'après-référendum pose l'alternative, capitale aux yeux de beaucoup, de l'indépendance ou du fédéralisme. Rock Tousignant résume sa position par cette formule : « Ni fédéraliste, ni indépendantiste, nationaliste d'abord et avant tout. » Quel que soit le cadre constitutionnel, il faut aborder chaque défi, chaque problème en tant qu'avant-garde du nationalisme authentique. « Les véritables problèmes ont pour nom dénatalité, immigration non-européenne, rôle de l'État, place de la langue et de la culture françaises au Québec, défense nationale (et son corollaire, l'esprit de défense), promotion de l'esprit civique, restauration des valeurs morales, etc. » Une République du Québec mimant le Canada envahi par « une immigration inassimilable ethniquement et culturellement » ne l'intéresse pas et le Canada actuel « n'a rien non plus de très stimulant ni de très séduisant ». Tousignant a aussi signé dans le même numéro une touchante « Lettre à mon fils qu'on veut assassiner », un bébé de onze mois. « Je ne crains pas pour tes jours, précise-t-il, et les menaces qui pèsent sur toi ne relèvent pas du Code criminel. Les assassins que je redoute visent l'âme, ce qu'il y a de plus profond, de plus essentiel en toi, ce qui fait que tu seras, petit homme, un être enraciné et unique. » L'impression d'ensemble qui se dégage est que Tousignant s'inspirait du nationalisme-révolutionnaire.

Pour sa part, Gilbert Gendron se demande, de façon frappante, « Peut-on être encore nationaliste et fédéraliste ? ». Je crois que, pour bien saisir le propos de Gendron, on doit en percevoir le soubassement néofasciste. Parmi les collaborateurs de *Jeune Nation*, il se distingue par sa fidélité à Adrien Arcand, même s'il ne le mentionne pas dans ses contributions de cette époque. Rappelons-nous les trois étapes du nationalisme d'Arcand, pour qui, dans la dernière période de sa vie, le fascisme historique était devenu caduc : d'abord, un nationalisme franchement canadien-français (jusque et y compris le Parti national social chrétien) ; puis un nationalisme pancanadien et impérial à l'époque du Parti de l'Unité nationale ; enfin, un nationalisme que je dirais civilisationnel, nord-américain et occidental. En somme, contre le communisme, au lieu de l'Empire britannique, les États-Unis et l'OTAN. Pour Gendron, « la nation a besoin des nationalistes si elle veut survivre en dépit des périls qui la menacent ». Le péquisme ou le néopéquisme n'est pas un véritable nationalisme puisqu'il a donné à plein dans la modernité, le socialisme et le multiculturalisme. Le Parti québécois « a prouvé qu'un Québec indépendant, au plan ethnique, n'aurait été qu'une copie miniature des États-Unis, un méli-mélo aux nuances francophones. » De toute nécessité, « il faut un retour intelligent aux fondements du nationalisme traditionnel. Nous devons retrouver la fidélité à nos racines européennes et solidifier nos liens avec les autres ethnies qui partagent une semblable identité occidentale. Nous devons ranimer les valeurs spirituelles étouffées depuis 1960. » Il ne nie pas que les États-Unis et même, dans une moindre mesure, le Canada de Trudeau sont en pleine décomposition sociale. Mais « le rapport population/territoire confère au Canada une plus vaste marge de manœuvre » et les Canadiens « peuvent encore décider s'ils désirent être absorbés dans l'espèce de *trou noir* où s'effondrent les États-Unis ». L'indépendance du Québec affaiblirait tragiquement la résistance du Canada et aggraverait le déclin. Sans le dire explicitement dans ce texte, Gendron souhaite un rapprochement avec les forces nationalistes de la vraie droite du Canada anglais et des États-Unis, d'autant plus que la gauche culturelle est en train de renforcer son quasi-monopole au Québec. Et de conclure, dans son style vif et précis : « Il incombe aux Canadiens-français de réveiller leur conscience et leur imagination politiques. En recouvrant leur dynamisme comme peuple, ils amorceront une ère de renaissance à la mesure du Canada entier. Renforçant le Canada, ils assureront leur avenir. Le nationalisme a besoin du fédéralisme, et réciproquement. » La situation s'est tellement dégradée dans le Canada hors Québec d'aujourd'hui qu'on peut douter que cette position soit toujours tenable de nos jours.

Dans les pages de *Jeune Nation* à cette époque, il n'est guère — ou pas du tout — question des obsessions habituelles de la droite nationaliste, passées

chez certains à l'état de lubies (les francs-maçons, le complot des Illuminati, le satanisme, les Juifs, l'Holocauste). En revanche, je me suis réjoui de lire ces lignes dans la livraison de mars-avril 1987, sous la plume d'un collaborateur : « Quant aux autochtones, ils conserveraient leur statut actuel ou le verraient amélioré en tant que premiers habitants du continent, leur esprit organique traditionnel n'étant pas sans une certaine utilité pour les Occidentaux. » En effet, l'organicisme est le contraire du constructivisme social et du contractualisme politique.

En abordant la scène internationale, *Jeune Nation* n'a pas froid aux yeux et vogue vent debout. Ainsi ses rédacteurs défendent l'Afrique du Sud, le pays le plus prospère et le plus puissant de ce continent, toujours aux mains des Blancs. Cet appui devient même la position officielle du Cercle Jeune Nation (juillet-août 1986). Il faut dire que c'est l'époque où cette République réforme ses institutions politiques tout en continuant de lutter contre l'ANC. Elle mérite la solidarité de la droite nationaliste, selon *Jeune Nation*. Le contre-exemple est fourni par le Zimbabwe (ex-Rhodésie), qui s'enlise depuis l'installation du pouvoir noir. Le bulletin critique vertement le premier ministre Mulroney, qui ne prend pas position en véritable conservateur à ses yeux dans le dossier sud-africain et dans celui du libre-échange. Il s'enthousiasme pour les progrès du Front national de Jean-Marie Le Pen de 1983 à 1986. Tousignant relève les leçons qu'en pourrait tirer la droite nationaliste d'ici : la persévérance, le FN se maintenant contre vents et marées depuis 1973 ; le souci de « donner des réponses simples aux véritables préoccupations des Français » ; le rôle de fédérateur des courants de la droite nationale, sociale et populaire.

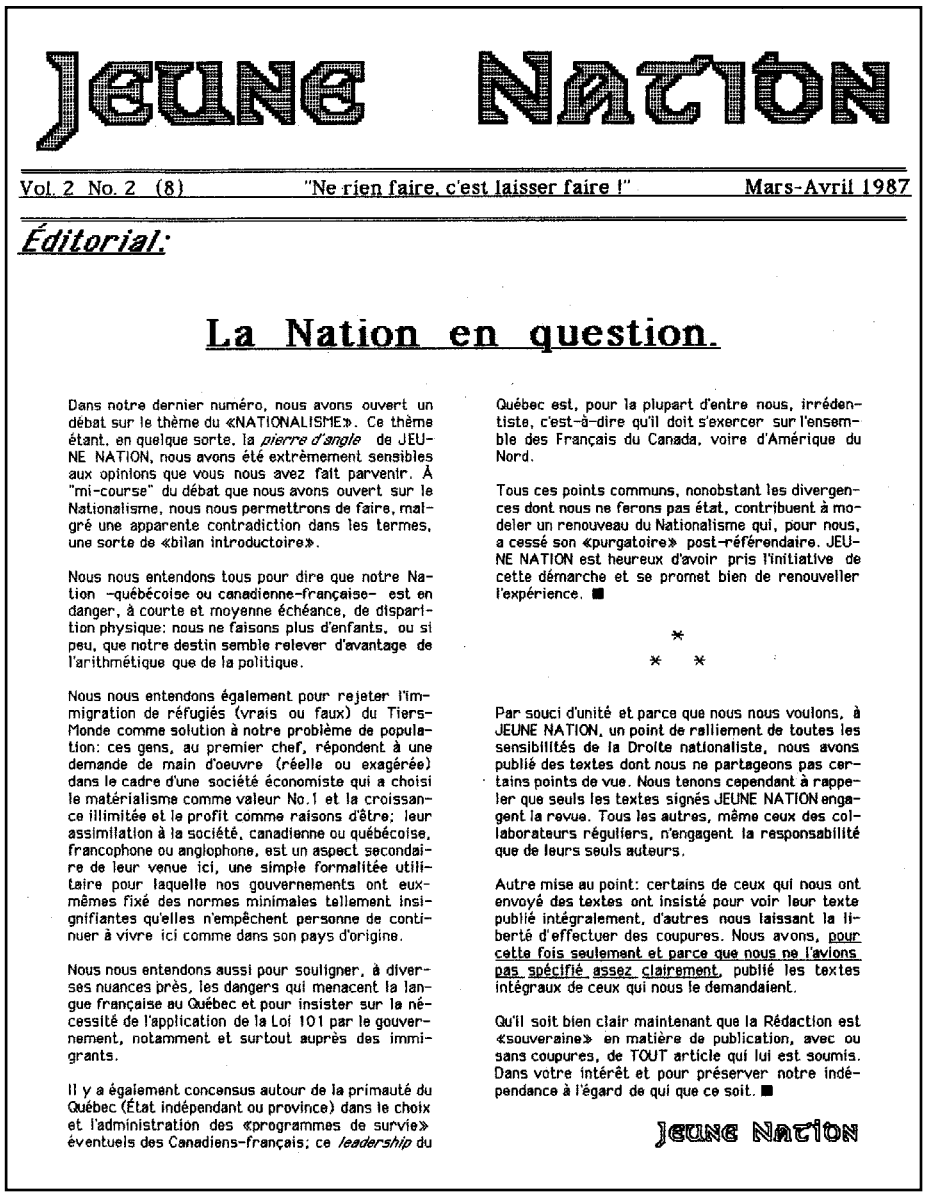
Jeune Nation stigmatise aussi la lâcheté de l'Occident dans sa lutte contre le terrorisme et sa poltronnerie face à l'écrasement sans pitié des insurgés hongrois en novembre 1956 par les troupes soviétiques. La situation des partis et mouvements de la droite nationaliste dans une Allemagne de l'Ouest soumise à la dénazification le préoccupe suffisamment pour que le bulletin publie une collaboration spéciale de Günther Deckert « grâce à nos amis, précise-t-on, de la revue française *Militant* ». Pour être solidaire, il faut connaître.

Sur le plan intérieur, *Jeune Nation* fait le procès du ministère Bourassa, de sa précipitation à privatiser et à déréglementer. Le numéro de décembre 1986 dresse un bilan implacable de ce « non-gouvernement », qui est à peine une administration. Un collaborateur accuse le Rassemblement des citoyens de Montréal du maire Jean Doré de se mettre « au service de Moscou » en déclarant la ville « Zone Libre d'Armements Nucléaires » (ZLAN). Le Cercle appuie sans réserve le combat anti-avortement de Reggie Chartrand. La tentative de renaissance de l'Union nationale détourne un temps son attention de la métapolitique vers la politique. En général, les incursions du Cercle dans le militantisme pratique n'ont pas été heureuses.

La rubrique des comptes rendus et suggestions de lecture ne manque pas d'intérêt. *L'Appel de la race* de Lionel Groulx voisine avec *Le Président* de Jean Raspail, les études sur le sulfureux Céline avec celles sur Brasillach, sans compter une courte note sur la présentation par Jacques Beaugé-Prévost de la révolution naturiste en Allemagne, « qui débouche logiquement sur une bio-politique ». Tousignant exprime une réserve : « On pourra regretter certaines allusions anti-chrétiennes de l'introduction. Un mode de vie plus simple et plus frugal ne semble nullement contradictoire avec un christianisme bien compris. »

Ainsi *Jeune Nation* rompait le concert de la gauche hégémonique — culturelle et politique — et faisait entendre une note originale. Voilà pourquoi, à tout prendre et à quelques réserves ou nuances près, j'approuvais le discours de ce bulletin et voilà pourquoi j'en ai déploré les retards et finalement la disparition.

Une bien petite chose, le Cercle Jeune Nation ? Oui, sans doute, en termes de publication, de longévité, de lectorat et de rayonnement dans l'ensemble de la société. Mais au sein de notre famille de pensée, il a joué un rôle irremplaçable dans l'animation du débat intellectuel et dans l'effort de clarification idéologique. En ce sens, Jeune Nation a été une grande et belle aventure.



JEUNE NATION

Vol. 2 No. 2 (8) "Ne rien faire, c'est laisser faire !" Mars-Avril 1987

Éditorial:

La Nation en question.

Dans notre dernier numéro, nous avons ouvert un débat sur le thème du «NATIONALISME». Ce thème étant, en quelque sorte, la *pierre d'angle* de JEUNE NATION, nous avons été extrêmement sensibles aux opinions que vous nous avez fait parvenir. À "mi-course" du débat que nous avons ouvert sur le Nationalisme, nous nous permettrons de faire, malgré une apparente contradiction dans les termes, une sorte de «bilan introductoire».

Nous nous entendons tous pour dire que notre Nation -québécoise ou canadienne-française- est en danger, à courte et moyenne échéance, de disparition physique: nous ne faisons plus d'enfants, ou si peu, que notre destin semble relever d'avantage de l'arithmétique que de la politique.

Nous nous entendons également pour rejeter l'immigration de réfugiés (vrais ou faux) du Tiers-Monde comme solution à notre problème de population: ces gens, au premier chef, répondent à une demande de main d'oeuvre (réelle ou exagérée) dans le cadre d'une société économiste qui a choisi le matérialisme comme valeur No.1 et la croissance illimitée et le profit comme raisons d'être; leur assimilation à la société, canadienne ou québécoise, francophone ou anglophone, est un aspect secondaire de leur venue ici, une simple formalitée utilitaire pour laquelle nos gouvernements ont eux-mêmes fixé des normes minimales tellement insignifiantes qu'elles n'empêchent personne de continuer à vivre ici comme dans son pays d'origine.

Nous nous entendons aussi pour souligner, à diverses nuances près, les dangers qui menacent la langue française au Québec et pour insister sur la nécessité de l'application de la Loi 101 par le gouvernement, notamment et surtout auprès des immigrants.

Il y a également concensus autour de la primauté du Québec (État indépendant ou province) dans le choix et l'administration des «programmes de survie» éventuels des Canadiens-français; ce *leadership* du Québec est, pour la plupart d'entre nous, irrédentiste, c'est-à-dire qu'il doit s'exercer sur l'ensemble des Français du Canada, voire d'Amérique du Nord.

Tous ces points communs, nonobstant les divergences dont nous ne ferons pas état, contribuent à modeler un renouveau du Nationalisme qui, pour nous, a cessé son «purgatoire» post-référendaire. JEUNE NATION est heureux d'avoir pris l'initiative de cette démarche et se promet bien de renouveller l'expérience. ■

*
* *

Par souci d'unité et parce que nous nous voulons, à JEUNE NATION, un point de ralliement de toutes les sensibilités de la Droite nationaliste, nous avons publié des textes dont nous ne partageons pas certains points de vue. Nous tenons cependant à rappeler que seuls les textes signés JEUNE NATION engagent la revue. Tous les autres, même ceux des collaborateurs réguliers, n'engagent la responsabilité que de leurs seuls auteurs.

Autre mise au point: certains de ceux qui nous ont envoyé des textes ont insisté pour voir leur texte publié intégralement, d'autres nous laissant la liberté d'effectuer des coupures. Nous avons, pour cette fois seulement et parce que nous ne l'avions pas spécifié assez clairement, publié les textes intégraux de ceux qui nous le demandaient.

Qu'il soit bien clair maintenant que la Rédaction est «souveraine» en matière de publication, avec ou sans coupures, de TOUT article qui lui est soumis. Dans votre intérêt et pour préserver notre indépendance à l'égard de qui que ce soit. ■

JEUNE NATION